

Communication 1eres journées du développement du GRES.

Le concept de développement en débat.

### La faim du développement

*Marie-Laure Arripe*

*Université Toulouse 2*

Evidemment, l'homonymie avec le titre de F. Partant<sup>1</sup> n'est pas un hasard. La question posée dans ce texte est la suivante : qui aujourd'hui, quels acteurs sociaux réclament, appellent, revendiquent le développement, généralement qualifié de durable, soutenable etc... Qui ainsi a faim du développement? Mais elle amène aussitôt une question subsidiaire : le débat sur les liens entre développement et croissance, l'hypothèse de l'éventualité de la décroissance, et les principaux arguments mis en avant aujourd'hui, datent déjà d'une trentaine d'années, voire davantage<sup>2</sup> pour une part d'entre eux, et avaient quitté le devant de l'histoire. Pourquoi donc ces thèmes reviennent-ils en force maintenant ? Autrement dit, quoi de neuf ? Qu'est ce qui a changé dans l'organisation du monde, justifiant la réouverture de la discussion ?

C'est à une tentative de réponse à ces questions que nous allons nous intéresser par la suite. Pour finalement répondre ni-ni, ni développement, ni décroissance, parce que les questions nous paraissent mal posées. Et proposer une autre notion, inspirée de Georgescu-Roegen, et de son constat du caractère « exosomatique<sup>3</sup> » de l'évolution de l'humanité.

Cette intervention s'articulera autour de trois parties, trois discussions : autour du concept de développement, autour du concept de croissance, et pour finir, que faire ?

---

<sup>1</sup> La fin du développement. Naissance d'une alternative ? 1re édition. F. Maspero 1982. Re éd. Babel. 1997.

<sup>2</sup> Au moment de la « Révolution » industrielle, le débat sur les conséquences de l'exception notable du souci de préservation de la nature

<sup>3</sup> « Littéralement, « à l'extérieur du corps », est une conception biologique de la technique,..., soulignant l'aspect instrumental, technique, de l'histoire naturelle et culturelle de l'espèce humaine. » p 33. La décroissance.

*1) Ni développement ? Qui donc veut le développement et pourquoi se méfier ou se défier de cette idée*, a priori généreuse, puisqu'elle se propose de partager les richesses, les savoirs, etc.. au niveau de la planète ?

Tout d'abord, pour défendre trouve-t-on aujourd'hui le concept de développement, muni de tous ses qualificatifs plus ou moins alibis, de durable ou soutenable, figurent selon moi deux camps principaux, assez loin les uns des autres, et un troisième, moins nettement identifié. Dans le premier, on trouve ainsi des membres du courant alter mondialiste et des « post-marxistes », des Verts, et dans le second, certains dirigeants des grandes sociétés transnationales ou globales et quelques institutions internationales, comme la Banque Mondiale. Qu'est ce qui permet d'opérer ces similitudes paradoxales, ces parallélismes incongrus, qu'est ce qui les « rassemble » et qu'est ce qui les distingue ?

#### Des convergences (involontaires)...

Il me semble qu'il existe deux axes de convergence, en rappelant qu'il ne s'agit absolument pas d'amalgamer les uns et les autres. Le premier axe s'appuie sur l'étymologie, et le second sur les objectifs poursuivis ou les moyens à choisir. (pas clair).

#### *Une étymologie dérangeante.*

Le premier point de convergence réside dans l'étymologie : le concept de développement signifie initialement sortir de son enveloppe, extraire de son étui etc... et donc sortir de leur enveloppe culturelle, sociale, écologique etc les populations à développer. Le concept de développement véhicule ainsi d'emblée l'idée de la destruction et/ou de la transformation de ce qui lui préexistait, des modes de vie, des cultures, des formes d'organisations sociales etc... Et par conséquent, il est porteur d'un point de vue ethno-centriste ou européen-centriste, évolutionniste etc ... Partant ou Latouche entre autres ont largement argumenté ce point de vue.

Les deux camps ont ainsi en commun de considérer, en schématisant, que la transformation sociale, et la « modernisation » des sociétés antérieures ou autres, c'est

« bien », ou au pire un mal nécessaire, même si, encore une fois, leurs raisons ne sont pas du même ordre.

On retrouve sur cette position, et par ordre d'entrée en scène K.Marx, dans ses rapports avec les débuts du capitalisme<sup>4</sup>, les développementistes des années 50-60 pour leurs tentatives d'industrialisation des Tiers Monde et dernièrement A.Negri et M.Hardt justifiant la société post-moderne comme étant le nouveau-dernier (?) moyen de parvenir au « communisme ».<sup>5</sup>

De façon générale, ces auteurs pensent, pas nécessairement à tort, que le développement est synonyme d'un certain nombre de « progrès » sociaux dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la culture, du logement etc... Pour ceux là, il faut distinguer croissance (quantitative) et développement (qualitatif), le développement (durable) ne sollicitant pas davantage les ressources de la planète. Le dernier article en date sur cette position est celui de JM Harribey, dans le Monde Diplomatique de juillet 2004. Le développement durable permet/s'appuie, donc sur le développement de services publics, utiles aux habitants et économes en matière de ressources rares ou non renouvelables.

Dans l'autre camp des partisans affirmés du développement durable, on trouve les entreprises, surtout les dirigeants de certaines firmes multi, trans -nationales, ou globales, du moins celles parmi elles à avoir créé l'association EPE (Entreprises Pour l'Environnement), dont l'une des commissions s'occupe du Développement Durable. Parmi les membres fondateurs, on trouve Total etc... préciser. Qui aujourd'hui veut le développement (durable, bien entendu) : des propriétaires et les dirigeants d'entreprises, globales. Eux ont faim du développement. Il va nous falloir examiner quelles sont leurs raisons.

---

<sup>4</sup> « Il est préférable de souffrir dans la société bourgeoise moderne, qui par son industrie crée les conditions matérielles nécessaires à la fondation d'une société nouvelle que de retourner vers une forme périmée de société qui... tire la nation entière en arrière, vers la barbarie médiévale. » Le radicalisme que soutenaient les artisans, les paysans et les petits commerçants était à ses yeux tout aussi mal avisé. « Un système de production dans lequel le laboureur est le propriétaire de ses propres forces de travail, le paysan celui de la terre qu'il cultive, et l'artisan celui de l'outillage qu'il manie avec compétence » faisait obstacle à la concentration des forces de production, au contrôle exercé par la société sur les forces de la Nature.. etc » LA société de marché élémentaire aurait assuré le règne de « l'universelle médiocrité ». » C. Lasch. Le seul et vrai paradis. Ed Climats. 2002.

<sup>5</sup> Negri A. Hardt M, Empire, 10/18. 2004. Ils ne seraient sans doute pas d'accord avec l'amalgame que je fais entre eux et les économistes du « développement », puisqu'ils consacrent un chapitre de leur ouvrage à les critiquer. Néanmoins, il existe des convergences portant sur la croyance en la vertu du « dépassement » de l'histoire « réelle ».

Entre les deux camps, existe aussi une école du « réalisme résigné » ou nâvré, favorable au développement par défaut, en quelque sorte, qui prône, davantage que la conviction de la nécessité du développement, l'impossibilité, au nom du « réalisme économique » de s'en passer, et a fortiori, celle de la décroissance. Démonstration en fut ainsi faite récemment par un journaliste d'Alternatives Economiques, à Toulouse, lors du congrès des Verts, reprenant ainsi les grands arguments d'un article paru en janvier 2004.

### *Développer les services publics, l'éducation, la santé etc..*

Une autre convergence fortuite, sinon hasardeuse, réside dans les objectifs, ou les contenus actuels des recommandations en matière de développement. Les partisans du développement issus « de la gauche » ou de la société civile-civique mettent l'accent sur les services d'éducation, de formation, de santé etc... à fournir aux pays du Tiers Monde les plus en difficulté. Mais le dernier opus de la Banque Mondiale ne propose pas autre chose. Il s'intitule : « Des services pour les pauvres » : « Le rapport sur le développement dans le Monde de cette année vient renforcer et relancer nos espoirs en affrontant ces défis. »<sup>6</sup>

Le développement n'est pas une simple question d'argent, ni même d'objectifs quantitatifs à atteindre en 2015... »... Ce rapport « traite des services de base, et en particulier des services de santé, d'éducation, d'adduction d'eau et d'assainissement, et des moyens de rendre efficaces ces services pour les pauvres. »<sup>7</sup>

### Les différences.

Tout d'abord, et comme il n'est pas question d'amalgamer ces différents points de vue, et si l'on considère qu'il y a peu de points communs entre J M Harribey, les Verts favorables au DD et le PDG responsable de la commission DD à l'EPE. il faut admettre qu'il existe une opposition de fond au sein des différents défenseurs du développement durable, et chercher à l'identifier.

---

<sup>6</sup> sur la rhétorique Bancaire Mondiale, ou organisations internationales, cf MD Perrot : « La mondialisation du non-sens » IUED.

<sup>7</sup> Rapport sur le développement dans le monde 2004. Ed ESKA-Banque Mondiale. p XV.

*Un point de vue théorique : le développement en soi et le développement pour soi...*

G.Lukacs, en son temps, et à propos de la conscience de classe, distinguait la conscience en soi et la conscience pour soi. Il est possible de réutiliser cela, me semble-t-il, en prenant quelques libertés avec la source, pour différencier les conceptions du développement des uns et des autres.

Les défenseurs, Verts ou autres, du développement durable seraient, dans cette perspective, des partisans du développement « en soi », c'est à dire pour lui-même et les pays concernés, alors que les Entreprises Pour l'Environnement<sup>8</sup> et leurs camarades globales seraient plutôt favorables au développement « pour soi », en l'occurrence pour elles, leurs actionnaires ou leurs dirigeants. Il en va de même pour certains économistes « orthodoxes » dont la durabilité éditoriale passe par un recyclage conceptuel auto entretenu<sup>9</sup>.

La différence de fond serait ainsi que les partisans du premier camp seraient favorables à un développement comme fin, alors que les seconds (les entreprises) n'y verraient qu'un moyen. Mais ce jugement est à argumenter. Peut-être, par exemple, ce qui intéresse au fond les EPE, est-il le développement, le leur, et pas tellement la durabilité, et leur incondtionnalité environnementaliste, soudaine autant qu'imprévue, habille-t-elle d'un politiquement correct une stratégie jamais perdue de vue, et logique, de maximisation des profits. Un premier examen des arguments mis en avant par elles-mêmes vient confirmer cette hypothèse.

*La finalité des entreprises: une affaire de dividendes ?*

Que disent les entreprises sur les raisons de leur intérêt pour le DD ? Quels sont leurs arguments ? L'examen du site des entreprises ayant adhéré au « Global compact »<sup>10</sup> des Nations Unies, en propose trois. Je cite donc :

---

<sup>8</sup> Total fait partie des membres fondateurs... Les conditions matérielle

<sup>9</sup> Pour l'analyse de ces revirements opportuns, cf Lebaron F.

<sup>10</sup> Le Pacte Global provient d'un accord passé entre les milieux d'affaires, certaines ONG et les Nations Unies, à l'initiative des Kofi Annan, lors du sommet de Davos de janvier 1999. Il s'agit « d'unir la force des marchés à l'autorité des idéaux universels. » Source : Novethic. 2001.

- un « risque de réputation : si leur image se dégrade brusquement, elles en subissent des contrecoups commerciaux et financiers ».
- « L'évolution de la jurisprudence et les procès intentés en responsabilités peuvent coûter cher, et certains actionnaires interviennent pour éviter qu'ils surviennent .
- Sur le plan environnemental, « en économisant l'eau ou l'énergie nécessaires à la fabrication de leurs produits, elles peuvent parfois considérablement diminuer leurs coûts de production. »

La finalité de cette adhésion au développement durable consiste donc bien dans des soucis d'ordre pécuniaire... Par défaut à ce stade : risque de déficit d'image, préjudiciable à la valeur actionnariale, risque de procès, mangeurs de dividendes, et opportunité de réduire les coûts de production. On ne peut évidemment que se réjouir de ce que les entreprises s'appliquent à diminuer les « externalités négatives » qu'elles génèrent, surtout si, et ou même si, c'est dans une logique purement utilitariste, ou que cela permet, sagesse des actionnaires ..., d'éviter de perdre bêtement quelques dividendes.

. Certes, nous ne sortons pas là d'une logique d'accumulation et de profitabilité, et le concept de développement durable y apparaît donc comme largement instrumentalisé. Mais, puisqu'il s'agit de profits, c'est moins pire de « profiter » ainsi qu'en détruisant le reste du monde. Certes, des textes aux gestes, il y a de la marge, et nombre de sites prouvent en permanence l'écart entre les deux...

Mais il reste une question : ce comportement « vertueux » peut-il générer des profits « réels » au delà des bénéfices (effectifs toutefois) issus de l'image et des domaines du virtuel ? Et comment ?

*Les services aux pauvres : une convergence objective.*

De ce point de vue, le rapprochement entre les projets des entreprises durabilistes et ceux de la Banque Mondiale pour des services aux pauvres apporte sans doute un élément de réponse. Le sommaire du Rapport met en avant la responsabilité du politique dans ce domaine : « Des services en état de marche : une responsabilité de l'Etat » ; « Citoyens et responsables politiques » ; « Gouvernants et prestataires » ; « Réformer les services : la

responsabilité des pouvoirs publics » etc... C'est à dire que le Rapport met en avant le rôle et la responsabilité du « public » et de l'Etat , donc du politique dans la tâche de développer ces secteurs. Sauf qu'il existe une astuce rhétorique, dont les juristes internationaux sont apparemment familiers : les Etats sont responsables des services publics. En tant que tels, ils sont chargés d'une mission de service public. Mais ils n'en sont pas nécessairement les acteurs ou les auteurs. Leur responsabilité gouvernementale ou étatique peut parfaitement les conduire à charger le privé de les mettre en œuvre.

### *La responsabilisation des entreprises : une échappatoire ?*

Plus grave, comme le remarquent un certain nombre d'auteurs, « l'émergence du discours sur la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE désormais) témoigne de ce que les élites dirigeantes ont pris conscience de l'affaiblissement de la doctrine néo-libérale concernant le gouvernement d'entreprises ... et cherchent à allumer des contre-feux... En réalité, la RSE s'inscrit dans une tendance plus globale à la privatisation du droit. Cette démarche repose sur l'idée que, pour demeurer compétitive, l'entreprise doit pouvoir choisir elle-même ses règles de comportement éthique ou social en fonction de ses contraintes propres. Le domaine de la RSE est ainsi celui de la soft law, la loi douce, non contraignante, librement choisie, faite d'engagements moraux non sanctionnables juridiquement, en lieu et place de la légalité étatique .»<sup>11</sup> Même écho à propos du « Global compact » des Nations Unies de la part des ONG : « Les Droits de l'homme sont proposés aux entreprises comme une disposition facultative, alors qu'ils devraient s'imposer à elles, puisqu'ils sont par essence les valeurs communes de l'humanité. Par sa proposition, l'ONU accepte voire encourage l'assujettissement de l'intérêt général à l'intérêt particulier. »<sup>12</sup>

En conclusion,, le concept de développement dans son fondement, comme dans ses modalités de réalisation, paraît difficile à défendre, du moins sa version générale et abstraite : il aboutit à imposer des modèles culturels, plus ou moins légers et généreux, mais dans des logiques externes. C'est à dire proposer ou imposer un modèle de vie, d'existence, des critères différents de ceux existants. Certes, là encore, il faut faire la différence entre ceux pour qui il s'agit d'améliorer les conditions de vie etc..., des autres pour qui il est question d'imposer le modèle « disciplinaire » (Negri, Hart) de la société salariale. Le point commun

---

<sup>11</sup> Plihon D. Le nouveau capitalisme. Repères. Ed La Découverte. 2003. p 100.

<sup>12</sup> Repris dans Novethic du 18/07/2002.

au fond, c'est l'imposition, fut-elle sincère et légère, dans l'un des deux cas, d'un modèle externe. Alors, pourquoi pas la décroissance ?

## 2) Ni la décroissance

Là, je serai plus brève pour des raisons qui tiennent à mes propres limites. Tout d'abord, parce que le concept de décroissance est moins familier à notre paysage que celui de développement, et donc que les remarques ou les critiques sont plus difficiles à élaborer. Mais avant mon propre avis, je ferai un récapitulatif très rapide des deux lignes de résistance vis à vis de ce projet, car plus qu'un concept, la décroissance se présente comme un projet.

Contre la décroissance, on rencontre deux types d'arguments : l'un, assez démagogique, mais pas faux, consiste à dire que, en tant que Blancs du Nord, riches et bien nourris, soignés et cultivés, il est difficile de refuser aux autres ce dont on bénéficie et dont, de plus et précisément, notre abondance actuelle les a privés ; l'autre argument est que ce point de vue ressort de la « deep ecology », c'est à dire d'un point de vue rétrograde, voire pire., concernant l'organisation du monde. Même si les deux points de vue peuvent s'apparenter, ils ne sont pas tout à fait similaires.

La réponse au premier argument a été fournie par Latouche dans son article au Monde Diplomatique de Juin 2004 : la décroissance ne serait pas généralisée à l'ensemble de la planète etc... Et les pays actuellement « pauvres » devraient pouvoir bénéficier de « progrès » dans les domaines où ils sont actuellement les plus démunis, à savoir les services de santé etc... Dès lors, on voit mal ce qui sépare les partisans du développement « durable », des prosélytes de la « décroissance », explicitée en ces termes par S. Latouche.

On en arrive là à un résultat où les partisans du développement durable, du moins certains d'entre eux, se retrouvent sur le même projet, en fin de compte, que ceux de la décroissance, du moins certains d'entre eux, et de la Banque Mondiale dans sa version 2004.

Le second argument, celui qui renvoie le thème de la décroissance à l'écologie profonde, s'apparente à l'attitude de certains partis, notamment de gauche, qui caricaturaient, il y a une vingtaine d'années, les écolos en les montrant s'éclairant avec des bougies... Là



aussi, la dérision, tout comme le cynisme précédemment, dans le cas des entrepreneurs durabilistes, ne règle rien. Et la persistance de l'assimilation systématique entre progrès technique et progrès social s'oppose au développement durable.

En fait, l'objectif de décroissance des consommations me paraît juste et convaincant scientifiquement et écologiquement. Mais d'une part, il reste dans une logique de quantification : au lieu de plus, faisons moins ; et d'autre part, le domaine d'application reste flou. A titre personnel, chacun peut choisir de décroître ses consommations et les nuisances occasionnées aux autres, mais je vois mal comment il est possible d'en faire un acte programmatique lisible largement.

### 3) Alors, que faire ?

De même que les partisans de la décroissance n'ont pas envie que les trois quarts de la planète meurent faute de soins, d'eau, ou de nourriture, de même les partisans du développement n'ont pas envie que la planète explose, s'inonde ou s'asphyxie.

Nous nous trouvons en face de deux oppositions de concepts, asymétriques : croissance/décroissance, d'un côté, développement/décroissance de l'autre. Il manque quelque chose en face du développement. Le dictionnaire (encore !) oppose au développement l'enveloppement, ou l'enveloppe. J'aimerais que l'on réfléchisse à cette perspective d'« enveloppement » comme alternative au développement ou à la décroissance. Elle s'inscrit dans le même sens que le constat de Georgescu Roegen du caractère exosomatique des êtres humains, citée en début de texte. Peut-être faut-il penser à des sociétés endosomatiques...

Il ne s'agit pas de rétablir des sociétés fermées, mais de s'inscrire dans le local, un local en réseaux etc... Quelques exemples en cours d'essai: il faudra voir ce que cela donne. Mais les tentatives au Brésil de pépinières d'entreprises coopératives, combinant l'intervention des pouvoirs publics, pour assurer le financement (en usufruit et pour une durée limitée) de coopératives de production (de biens matériels ou immatériels) associées aux universités ou chercheurs des parages me paraît une possibilité. En bref, il s'agit de retrouver et d'actualiser et d'étendre les acquis (maigres certes) de l'économie sociale et solidaire.

En conclusion , une phrase de Negri-Hart, même si je ne suis pas d'accord avec tout ce qui précède m'a paru correspondre à ce que souhaiterais pour une « nouvelle composition du

pouvoir : immatérielle, coopérative, communicatrice et affective » p 337. Eux la recommandent comme stratégie aux futurs dirigeants de l'empire, il me semble que nous pourrions ou devrions la faire nôtre, au moins pour commencer

Marie Laure Arripe. Septembre 2004.

## Réserves

Si l'objet se modifie, le principe, en revanche, demeure, si l'on prend en compte l'histoire ou les histoires.

La première histoire, c'est celle du développement intra-européen, et le cas déjà des patrons paternalistes chrétiens du 19<sup>ème</sup> siècle, vertueux, et soucieux de préserver à l'époque la santé de leurs ouvriers, du moins en dehors de l'usine. C'est encore aujourd'hui le cas du capitalisme « vertueux » que de recouvrir le pillage des ressources planétaires par un ensemble d'arguments moraux. Mais l'objet a changé. Il ne s'agit plus de préserver le bon état de la force de travail, de façon à maintenir ou accroître sa productivité (cf Marshall) mais l'image de l'entreprise vis à vis de l'opinion et des actionnaires.

La seconde histoire est celle décrite par Susan Berger, et préfigure le néo-colonialisme de marché (retrouver la source).

La période actuelle marque, de ce point de vue, une différence vis à vis de la précédente. Au moment de l'essor des thèses « développementistes » et des actions volontaristes pour « développer » le Tiers Monde, les deux allaient ensemble, dans le même sens, participaient de la même logique : l'industrialisation du TM allait permettre d'élever le niveau de vie et d'améliorer les conditions d'existence des populations. Le développement était donc « bien » pour les populations. L'alignement sur le productivisme occidental (ou oriental-soviétique) allait aussi dans un sens favorable aux industriels : comme les capitaux locaux étaient insuffisants (et pour cause) pour financer le développement, ce sont des capitaux du Nord (publics et ou privés) qui s'en sont occupés, au profit des entreprises du Nord ou de la bourgeoisie locale (compradore en AL).

Il a ainsi pu arriver que l'industrialisation s'accompagne d'une amélioration générale des niveaux de vie. Il ne faut pas non plus exclure le fait que cette amélioration ait pu avoir des causes utilitaristes : une meilleure formation et la qualité sanitaire etc... permettant d'améliorer la productivité, comme le montre le cas de l'ASE. Ca n'a pas non plus été forcément le cas, par exemple en Amérique Latine, ou dans certains pays d'Afrique.

Mais globalement, alors que les stratégies de pillage traditionnelles entraînaient plutôt une détérioration des conditions de vie (Ziegler, Romans, Bairoch), les stratégies de développement ont parfois pu obtenir des résultats favorables. Mais il reste que le côté « améliorer » copie ou s'inspire du modèle occidental et de ses critères.

Actuellement, au contraire, il y a disjonction : le « développement » de l'industrie, tel qu'il est mené ou conduit, s'accompagne d'une détérioration générale des conditions de vie, sur place au Sud, mais aussi au Nord. (exemples).

On a donc trois cas de figures (exemples chez Ziegler) :

- les pays à l'abandon, dédaignés par les investisseurs étrangers, mais pas indemnes non plus du mouvement général, et donc désintégrés du dehors, ceux dont S. Latouche dit que leur seule demande, c'est qu'on les laisse tranquilles, qu'on leur fiche la paix.
- les pays d'accueil des capitaux, sachant qu'ils constituent les membres de l'économie d'archipel, avec le couple métropolisation-ghettoisation
- les pays du Nord, déstructurés eux aussi, par les délocalisations rampantes, ou surmédiatisées à certains moments pour des raisons stratégiques. Mais là aussi l'histoire se répète. La désindustrialisation britannique du siècle dernier n'a pas conduit à celle de ses dominions. Pas plus que celle des USA depuis trente ans n'ouvre de perspectives de développement où que ce soit.